

Unité départementale des Cotes d'Armor  
11, rue Hélène Boucher  
Bâtiment B  
BP 30337  
22193 PLERIN

PLERIN, le 12 juillet 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/04/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **PROTAC OUEST (P1)**

ZA de Lanjouan - rue de la Saudraie  
BP 90322  
22400 Lamballe-Armor

Code AIOT : 0005500091

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/04/2023 dans l'établissement PROTAC OUEST (P1) implanté ZA de Lanjouan - rue de la Saudraie BP 90322 22400 Lamballe-Armor. L'inspection a été annoncée le 07/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PROTAC OUEST (P1)
- ZA de Lanjouan - rue de la Saudraie BP 90322 22400 Lamballe-Armor
- Code AIOT : 0005500091
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société PROTAC OUEST P1 est un établissement spécialisé dans le travail et le traitement du bois sur la commune de LAMBALLE. Le site dispose :

- de 2 ateliers de traitement par autoclave composé de 3 autoclaves,
- d'une zone composé d'un bac de traitement par trempage,
- de 3 ateliers de travail du bois,
- plusieurs zones de stockage des produits.

### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Suites de l'inspection du 29/03/2022
- Respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 octobre 2022, notamment la gestion de la pollution du sol et la mise à jour de l'autosurveillance des eaux pluviales et souterraines.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Piézomètre - Caractéristiques techniques	AP Complémentaire du 07/10/2022, article 2.3 - 4.3.12 a)	Avec suites, Prescriptions complémentaires	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
2	Plan de gestion de sols pollués	AP Complémentaire du 07/10/2022, article 3	Avec suites, Prescriptions complémentaires	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
3	Surveillance des eaux pluviales	AP Complémentaire du 07/10/2022, article 2.2 - 4.3.11	Avec suites, Prescriptions complémentaires	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
4	Rapport annuel de surveillance des eaux souterraines	AP Complémentaire du 07/10/2022, article 2.3 - 4.3.12 c)	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
5	Paramètres de surveillance des eaux souterraines	AP Complémentaire du 07/10/2022, article 2.3 - 4.3.12 b)	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Etiquetage	Arrêté Ministériel du 19/05/2004, article 10	Susceptible de suites	Sans objet
7	Stockage, utilisation et élimination	Autre du 18/12/2006, article 37.5	Susceptible de suites	Sans objet
8	Bruit	Arrêté Préfectoral du 26/12/2007, article 6.2.2	Susceptible de suites	Sans objet

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Lors de cette visite, il a été constaté la mise en oeuvre tardive des nouvelles prescriptions relatives à l'arrêté préfectoral complémentaire de 2022. Ce retard a eu pour effet une mise en oeuvre partielle pour l'auto-surveillance des eaux et l'absence des documents demandés. De nombreux éléments étant encore attendus, il est proposé une mise en demeure.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Piézomètre - Caractéristiques techniques

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 07/10/2022, article 2.3 - 4.3.12 a)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Nivellement des piézomètres
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 29/03/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Prescriptions complémentaires</li><li>• date d'échéance qui a été retenue :</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Article 4.3.12. Surveillance des eaux souterraines</p> <p>a) Réseau de surveillance</p> <p>L'exploitant assure la surveillance de la qualité des eaux souterraines à partir des 4 piézomètres présents au sein de son établissement.</p> <p>Les piézomètres doivent être nivelés en mètre NGF par un géomètre, de manière à pouvoir tracer la carte piézométrique des eaux souterraines du site à chaque campagne. Le repère du nivellement est clairement identifié de manière pérenne sur la tête de l'ouvrage et est mentionné sur tous les documents lors des mesures ou échantillonnages.</p> <p>L'exploitant surveille et entretient les piézomètres de manière à garantir l'efficacité de l'ouvrage, ainsi que la protection de la ressource en eau vis-à-vis de tout risque d'introduction de pollution par l'intermédiaire des ouvrages. À cet effet, il prend tout moyen pour empêcher l'accès à la nappe au niveau de la tête de l'ouvrage et pour empêcher les infiltrations depuis la surface du sol. Les têtes des piézomètres sont capuchonnées et cadenassées.</p> <p>Les piézomètres sont rendus accessibles en permanence. Ils sont clairement matérialisés pour pouvoir les repérer facilement sur le site.</p>
<b>Constats :</b> <p>Les piézomètres n'ont pas été nivelés en mètre NGF par un géomètre. L'exploitant a indiqué qu'il allait voir avec son bureau d'études (Inovadia) pour faire réaliser ce nivellement.</p>
<b>Observations :</b> <p>Concernant la déclaration IOTA de ces ouvrages (rubrique 1.1.1.0), <b>l'exploitant doit se renseigner auprès de la DDTM 22 pour savoir s'ils ont bien été déclarés. Si ce n'est pas le cas, il devra effectuer cette déclaration pour régulariser sa situation.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 07/10/2022, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, pollution 2021
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 29/03/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Prescriptions complémentaires</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue :</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> Conformément à l'article L.241-1 du Code de l'Environnement et de la note ministérielle d'avril 2017 relative à la méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués, l'exploitant devra transmettre à l'Inspection des Installations Classées, dans un délai de 2 mois, un plan de gestion de la zone impactée par la pollution au cuivre, identifiée dans le rapport sur la pollution accidentelle détectée le 30/03/2021.
<b>Constats :</b> L'exploitant a pris un bureau d'études (Inovadia) pour réaliser le plan de gestion de la pollution identifiée. Le bureau d'études est venu sur site la semaine 13. A ce jour, le rapport attendu n'a toujours pas été remis à l'inspection.  L'exploitant a indiqué que la zone d'égouttage où a eu lieu la pollution n'est plus utilisée depuis l'incident. Dans le doute d'un problème d'étanchéité, il a exclu toute l'extension (construction en 2018) des zones d'égouttage. Seuls des bois secs (en attente de traitement ou déjà traités et séchés) sont stockés sur cette zone.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 07/10/2022, article 2.2 - 4.3.11			
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des rejets aqueux			
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 29/03/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Prescriptions complémentaires</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue :</li> </ul>			
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 4.3.11. Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales  L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies :			
<b>Paramètres</b>	<b>Code SANDRE</b>	<b>Rejet EP1 (zone de traitement du bois)</b>	<b>Rejet EP2 (zone du travail du bois)</b>
		<b>Concentration max (mg/l)</b>	
DCO	1314	300	125
DBO5	1313	-	30
MES	1305	100	35
Hydrocarbures totaux	7009	10	10
Cypermethrine	1140	0,01	-
Tébuconazole	1694	0,01	-
Propiconazole	1257	0,01	-
Cuivre et ses composés (en Cu)	1392	0,15	-
Ammonium	1335	0,5	-
Acide borique	5919	LQ <sup>(1)</sup>	-
IPBC	2741	LQ <sup>(1)</sup>	-
[...] Le programme de surveillance des eaux pluviales doit respecter les modalités suivantes :			
		<b>Fréquence</b>	
<b>Rejet EP1 (zone de traitement du bois)</b>	Semestrielle		
<b>Rejet EP2 (zone du travail du bois)</b>	Annuelle		
<b>Constats :</b> Les fréquences d'analyses ont été respectées en 2022. Pour EP1, les paramètres acide borique, IPBC et ammonium n'ont pas été suivis fin 2022. Une campagne complémentaire a été commandée le jour même de la visite, par l'exploitant, pour un prélèvement le 6 avril afin d'analyser ces paramètres. L'exploitant a revu avec son laboratoire pour mettre à jour le nouveau suivi suite à l'APC signé fin 2022. Pour EP2, l'exploitant a transmis le rapport d'analyse provisoire réalisé le 16/02/2022. Le paramètre DBO5 est manquant. Lors de la campagne complémentaire prévue le 06/04/2023, l'exploitant a demandé à son laboratoire de réaliser une mesure complémentaire sur EP2 pour mesurer ce paramètre. L'exploitant a indiqué avoir vu avec son laboratoire pour mettre à jour son suivi. Pour EP2, le suivi est prévu en fin d'année pour s'assurer d'avoir de l'eau.			
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites			
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription			
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois			

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 07/10/2022, article 2.3 - 4.3.12 c)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des rejets aqueux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>c) Analyse et transmission des résultats</p> <p>L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise, les analyse et les interprète. Les résultats sont notamment comparés entre eux, aux analyses antérieures et aux valeurs de références citées ci-avant.</p> <p>Les éventuelles variations ou dérives significatives des paramètres sont examinées et dans la mesure du possible justifiées.</p> <p>Si les résultats mettent en évidence une dégradation de la qualité de la nappe phréatique, l'exploitant recherche par tous les moyens utiles son origine et le lien éventuel avec ses activités. L'exploitant informe l'inspection des installations classées des conclusions de ses investigations et, en tant que de besoin, des actions correctives prises ou envisagées.</p> <p>Toute anomalie est signalée à l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais.</p> <p>Si les résultats montrent une ou plusieurs concentrations atypiques à la hausse par rapport à la série des résultats disponibles ou par rapport aux mesures réalisées en amont hydraulique, l'exploitant procède à une campagne de mesure complémentaire dans un délai qui n'excède pas trois mois, sans préjudice des campagnes de mesure programmées dans le plan de surveillance.</p> <p>Si ces résultats confirment une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine en le justifiant par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine en tout ou partie de la pollution constatée. Il informe le préfet du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées dans la mesure où la pollution constatée dans les eaux souterraines est susceptible de relever des activités qu'il exploite.</p> <p>Un rapport annuel portant sur la surveillance des eaux souterraines est réalisé. Il présente a minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le contexte réglementaire,</li> <li>• l'historique du site (dont la localisation des activités potentiellement polluante, les éventuelles pollutions des sols et éventuels travaux de dépollution),</li> <li>• le contexte environnemental (aquifères, sens d'écoulement...),</li> <li>• le réseau de surveillance (nom de l'ouvrage, position hydrologique, cote NGF, profondeur de l'ouvrage...),</li> <li>• une carte comprenant la localisation des piézomètres, le sens d'écoulement de la nappe (associé aux courbes isopièzes à la date des prélèvements), la localisation du site, des activités potentiellement polluantes et les parcelles,</li> <li>• les résultats des analyses et leur interprétation,</li> <li>• suivant les résultats, une carte présentant le panache de la pollution dans les eaux souterraines,</li> <li>• l'évolution des concentrations dans les différents piézomètres (sous forme de graphe et de tableau) et leur interprétation,</li> <li>• les commentaires nécessaires à l'interprétation des résultats. [...]</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant ne réalise pas de rapport annuel de surveillance des eaux souterraines.</p> <p>Aucune déclaration GIDAF n'a été réalisée en 2021 et 2022 suite à l'arrêt de la responsable QSHE.</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection un avenant signé auprès de son laboratoire pour réaliser cette prestation (réalisation du rapport annuel et saisie GIDAF).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 5 : Paramètres de surveillance des eaux souterraines

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 07/10/2022, article 2.3 - 4.3.12 b)																			
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des rejets aqueux																			
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet																			
<b>Prescription contrôlée :</b>																			
b) Programme de surveillance :																			
La surveillance de la qualité des eaux souterraines est assurée par l'exploitant, sous sa responsabilité, à raison de 2 campagnes annuelles (à un intervalle qui ne peut être inférieur à 5 mois) correspondant aux périodes de hautes eaux et de basses eaux.																			
L'analyse à chaque campagne porte sur l'ensemble des ouvrages présents au sein de son établissement et sur les paramètres suivants :																			
<table><tr><th>Paramètres</th><th>Code SANDRE</th></tr><tr><td>Cypermethrine</td><td>1140</td></tr><tr><td>Tébuconazole</td><td>1694</td></tr><tr><td>Propiconazole</td><td>1257</td></tr><tr><td>Cuivre et ses composés (en Cu)</td><td>1392</td></tr><tr><td>Hydrocarbures totaux</td><td>7009</td></tr><tr><td>Ammonium</td><td>1335</td></tr><tr><td>Acide borique</td><td>5919</td></tr><tr><td>IPBC</td><td>2741</td></tr></table>	Paramètres	Code SANDRE	Cypermethrine	1140	Tébuconazole	1694	Propiconazole	1257	Cuivre et ses composés (en Cu)	1392	Hydrocarbures totaux	7009	Ammonium	1335	Acide borique	5919	IPBC	2741	
Paramètres	Code SANDRE																		
Cypermethrine	1140																		
Tébuconazole	1694																		
Propiconazole	1257																		
Cuivre et ses composés (en Cu)	1392																		
Hydrocarbures totaux	7009																		
Ammonium	1335																		
Acide borique	5919																		
IPBC	2741																		
Le sens d'écoulement de la nappe est établi, à chaque campagne d'analyses, au regard des relevés piézométriques réalisés sur chaque ouvrage de prélèvement des eaux souterraines. [...]																			
<b>Constats :</b>																			
Les résultats de 2022 ont été consultés sur site et l'exploitant a transmis ces rapports par mail durant la visite.																			
L'acide borique et l'IPBC sont manquants.																			
L'exploitant a commandé une campagne complémentaire le jour même de l'inspection pour contrôler rapidement ces paramètres. La date de ce nouveau prélèvement était prévu le 6 avril 2023. Le laboratoire a prévu une transmission des résultats pour le 26 mai au plus tard (un délai de 3 semaines est nécessaire pour l'analyse de certains paramètres).																			
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites																			
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription																			
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois																			

## N° 6 : Etiquetage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 19/05/2004, article 10
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Etiquetage du produit biocide – transvasement
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 29/03/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue :</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 10 de l'arrêté ministériel du 19/05/04 relatif au contrôle de la mise sur le marché des substances actives biocides et à l'autorisation de mise sur le marché des produits biocides :</p> <p>« En application de l'article 20 du décret du 26 février 2004 susvisé, l'étiquette d'un produit biocide doit porter de manière lisible et indélébile les indications suivantes rédigées en français :</p> <p>a) L'identité de toute substance active biocide contenue dans le produit et sa concentration en unités métriques ;</p> <p>b) Le numéro de l'autorisation ;</p> <p>c) Le type de préparation ;</p> <p>d) Les utilisations autorisées du produit biocide ;</p>



- e) Les instructions d'emploi et la dose à appliquer pour chaque usage autorisé, exprimée en unités métriques ;
  - f) Les indications des effets secondaires défavorables, y compris les effets indirects, susceptibles de se produire, et les instructions de premiers secours ;
  - g) La phrase "Lire les instructions ci-jointes avant l'emploi", dans le cas où le produit est accompagné d'une notice explicative ;
  - h) Des instructions pour l'élimination en toute sécurité du produit biocide et de son emballage, comportant le cas échéant une interdiction de réutiliser l'emballage ;
  - i) Le numéro ou la désignation du lot de la préparation et de la date de péremption dans des conditions normales de conservation ;
  - j) Le délai nécessaire pour l'apparition de l'effet biocide et sa durée d'action, l'intervalle à respecter entre les applications du produit biocide ou entre l'application et l'utilisation ultérieure du produit, de la matière ou de la surface qui a été traitée ou l'accès ultérieur de l'homme ou des animaux à la zone d'utilisation du produit biocide, y compris des indications concernant les moyens et mesures de décontamination et la durée de ventilation nécessaire des zones traitées ;
  - k) Des indications concernant le nettoyage du matériel ;
  - l) Des indications concernant les mesures de précaution à prendre pendant l'utilisation, le stockage et le transport ;
- et, le cas échéant :
- m) Les catégories d'utilisateurs auxquels l'usage du produit biocide est réservé ;
  - n) Des informations sur tout risque spécifique pour l'environnement, en particulier pour protéger les organismes non visés et éviter la contamination de l'eau.

Dans le cas des produits biocides microbiologiques, ces dispositions s'appliquent sans préjudice des dispositions réglementaires spécifiques relatives à l'étiquetage de ces produits.

Les indications requises aux points a, b, d et, le cas échéant, g et m, doivent figurer sur l'étiquette du produit. Les indications requises aux points c, e, f, h, i, j, k, l et n peuvent figurer sur un autre endroit de l'emballage ou faire l'objet d'une notice explicative qui accompagne l'emballage et en fait partie intégrante.

Sans préjudice de l'application des dispositions transitoires prévues par les articles 29 et 30 du décret du 26 février 2004, les indications mentionnées aux points b, d et e ne sont pas requises pour les produits biocides contenant une ou des substances actives biocides figurant sur la liste communautaire des substances actives présentes sur le marché au 14 mai 2000, jusqu'à l'intervention de la décision d'autorisation prévue au chapitre II du titre II du livre V du code de l'environnement. (...)

Les dispositions du présent article s'appliquent également en cas de transvasement d'un produit biocide dans un autre récipient. (...)

Point 2.2 de la FDS – éléments d'étiquetage :

- pictogrammes,
- mentions d'avertissement,
- mentions de danger,
- conseils de prudence.

#### **Constats :**

Il a été constaté la mise en place d'un étiquetage de la FDS simplifiée du Celcure AC-500 dilué à l'entrée des locaux des autoclaves.

Les IBC présents étaient correctement stockés et les étiquettes étaient correctes, visibles et accessibles.

La cuve de stockage du produit de traitement par autoclave (Celcure AC-500) a été changée. Une rétention métallique d'environ 26 000 litres a été installée et 3 cuves reliées d'une capacité d'environ 14 000 litres sont stockées dedans. Une rétention supplémentaire raccordée à la première sera prochainement installée afin d'assurer la rétention des 40 000 litres au total. L'étiquetage du produit a été apposé sur la rétention.

<b>Observations :</b> La gouttière endommagée en 2022 a été réparée et protégée par une barrière. Un raccordement vers les autoclaves est très proche de la 2ème gouttière d'eaux pluviales. <b>L'exploitant devra veiller à mettre en place un système de rétention pour récupérer toute fuite potentielle au niveau de ce raccordement.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 7 : Stockage, utilisation et élimination

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 18/12/2006, article 37.5
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Contrôle de prescriptions de la FDS
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 29/03/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue :</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 37.5 du règlement REACH (Règlement (CE) no 1907/2006) : «(...) 5. Tout utilisateur en aval identifie, met en oeuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes: a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ; b) dans sa propre évaluation de la sécurité chimique. c) dans les informations sur les mesures de gestion des risques qu'il fournit conformément à l'article 32.»
<b>Constats :</b> Aucun IBC vide n'a été constaté sur site et les IBC présents (en nombre très limité) étaient conformes avec un étiquetage correct et de bonnes conditions de stockage. Lors de la visite, la zone de stockage était propre et sèche. La gouttière endommagée du côté des autoclaves a été réparée et sécurisée par la mise en place d'un garde-corps.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/12/2007, article 6.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Niveaux limites de bruit
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 29/03/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue :</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs de l'AP.
<b>Constats :</b> Lors de la visite, l'exploitant a transmis le rapport des mesures réalisées le 3 et 9 mai 2022. Des émergences sont à noter la nuit pour 3 points. Il n'y a plus de travail de nuit (activité de 5h à 21h) mais un prestataire externe de nettoyage des lignes intervient la nuit de 21h à 5h. Tous les systèmes d'aspiration sont éteints entre 21h-5h. Cependant, si les prescriptions de l'arrêté ministériel étaient appliquées, le contrôle serait bon. En effet, l'arrêté préfectoral du site est 5 dB en dessous des seuils nationaux et en ZER il n'autorise qu'un niveau sonore inférieur à 45 dB(A). La zone étant très industrialisée, le niveau sonore mesurée en ZER est supérieure à 45 dB. L'exploitant a recherché pourquoi ces valeurs restrictives ont été appliquées au site sans trouver d'explication. Le site est en zone industrielle avec notamment une crêperie industrielle présente juste à côté, qui travaille toute la nuit. <b>Aussi, l'exploitant va déposer un porter à connaissance pour demander une modification de son arrêté préfectoral afin que les valeurs limites de l'arrêté ministériel de la rubrique 2410 lui soient appliquées.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet